



# Finistère Penn Ar Bed

ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN

Bulletin trimestriel de la section FSU du Finistère

CPPAP: 1022 S 07559	Directrice de publication : Sabrina MANUEL	Prix : 0,4 €	N° 1 (nouvelle série)
<b>SOMMAIRE</b> <b>Bulletin de septembre 2018</b> <u>Page 1</u> : Édito. Crise de l'accueil des migrants. <u>Page 2</u> : La rentrée dans le premier degré. La rentrée dans le second degré. <u>Page 3</u> : Expression plurielle Le 9 octobre, mobilisé.e.s <u>Page 4</u> : Le sombre avenir de l'enseignement professionnel scolaire. . CAP 22, réorganisation territoriale des services <u>Page 5</u> : Le gouvernement maltraite les retraité-e-s, diminue le pouvoir d'achat ! <u>Page 6</u> : Exprimez votre colère, fâchez-vous	Maison du Peuple 2 Place É.Mazé 29283 BREST CEDEX <b>Tél</b> : 06 61 88 33 23  71 rue Jacques Le Viol 29000 QUIMPER <b>Tél</b> : 02 98 53 76 77  <b>Email</b> : <a href="mailto:fsu29@fsu.fr">fsu29@fsu.fr</a>  <b>Site</b> : <a href="http://fsu29">http://fsu29</a>	03/10/2018	<b>QUIMPER PPDC</b> <b>SITE DE DEPOT</b> <b>P4</b> LA POSTE DISPENSE DE TIMBRAGE

## ENRAGÉ-E-S AU QUOTIDIEN !

Il refuse à l'Aquarius d'accoster à Marseille le matin et donne des leçons d'humanisme à l'international l'après-midi. Et tout le monde marche ? Les humains auraient-ils perdu à ce point leur sens critique ?

Faisons le pari que non !

Faisons le pari que le grand théâtre médiatique va si loin dans la supercherie que les gens se réveillent, tellement le poisson qu'on veut nous faire avaler est gros. Ah ça oui, il essaie de gérer notre pays comme une startup, mais depuis quand une startup fait-elle dans le social, s'occupant des plus fragiles ? Et les fragilités, Macron, il est en train de les créer, démontant les services publics comme un gamin avec ses légos. Un état qui baisse les dépenses de services public en augmentant celles de la police et de la justice ne cherche pas des solutions mais des prétextes et des contextes à moins de démocratie. Pour tenir les objectifs migratoires il faut même contourner la loi, car notre constitution est intrinsèquement accueillante. Ils le font.

Mais quand nous serons plus nombreux qu'eux, que vont-ils faire ? Combien de temps contiendront-ils à confisquer nos droits.

Yann FOUCHER, secrétaire départemental

Tous en grève le  
**9 octobre**  
pour faire barrage à  
la politique  
**Macron**

Crise de l'accueil des migrants

L'extrême centre au pouvoir en France depuis plus d'un an poursuit et intensifie la chasse aux migrants, alimentant la xénophobie et renforçant l'extrême droite et la droite extrême.

Dans le Finistère, les réseaux d'aide présents et actifs, dont la FSU fait partie, font le constat d'un droit au logement et à l'accès aux soins non respectés, et de toutes sortes de chicanes compliquant la scolarisation des mineurs, pourtant obligatoire avant 16 ans et source d'insertion, et bloquant l'accès à l'emploi y compris dans des secteurs d'activité en tension.

Youn LE ROY

## LA RENTRÉE DANS LE PREMIER DEGRÉ

La rentrée 2018 aura été marquée, dans le 1er degré, par de nouvelles évaluations à la sauce Blanquer en CP et CE1.

Les équipes d'écoles et d'enseignant-es ont découvert, effarés, le contenu et les modalités de passations de ces évaluations et s'interrogent sur leur objectif.

Chez les enseignant-es ayant déjà fait passer les épreuves, beaucoup s'interrogent sur le but recherché lorsqu'il s'agit de mettre en échec des enfants de CP en début d'année et décident de ne pas saisir les résultats dans l'application. Ils et elles invoquent les items portant sur des notions peu ou pas travaillées en maternelle et donc source d'échec programmé pour leurs élèves, le stress provoqué par des exercices standardisés avec des consignes souvent inadaptées à des enfants de cet âge, des temps de passation irréalistes, etc.

Chez ceux et celles qui n'ont pas encore commencé la passation, c'est bien l'éthique professionnelle qui est évoquée : comment évaluer des élèves sur des notions non enseignées par l'école ? Le contrat implicite entre le maître et l'élève risque d'être grandement mis à mal par ce genre d'exercice imposé et ça dès le 1er mois de l'année scolaire...

De plus, la plupart des compétences évaluées ne sont pas de nature à permettre l'évolution des pratiques en classe et un meilleur accompagnement des élèves.

Les enseignant-es de CP et CE1, en professionnels de la pédagogie, pratiquent l'évaluation sous d'autres formes, en

particulier pour concevoir des évaluations diagnostiques en début d'année, afin de programmer les apprentissages au plus près des besoins de leurs élèves... Ce n'est donc pas le principe d'évaluation qui pose problème mais bien ces évaluations-là, mal conçues et inadaptées à nos élèves.

De plus, il apparaît que les résultats des évaluations CP-CE1 seront livrés, via leur hébergement, à un acteur majeur des GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon, Microsoft) pratiquant l'évitement fiscal. Le serveur de repèrescp-ce1.org, le logiciel dans lesquelles les réponses des élèves sont transmises, appartenant à Amazon.

Le SNUipp-FSU a demandé un moratoire au ministère. Ce dernier s'est contenté d'accorder 5 heures de « remise » sur les APC, ne proposant aucune évolution sur la forme et le fond.

Parce que NOUS sommes des professionnels de la pédagogie, concepteur de notre métier, et qu'un algorithme, d'autant plus hébergé par un champion de la récolte de données, ne saurait remplacer l'analyse de l'enseignant.

Le SNUipp-FSU29, invite, dans notre département, les équipes à se saisir de cette question en décidant de ne pas faire passer les évaluations CP et CE1 imposées ou du moins de sélectionner les items pertinents dans leur pratique et de ne pas remonter les travaux des élèves.

**Sabrina MANUEL, pour le SNUipp-FSU**

## LA RENTRÉE DANS LE SECOND DEGRÉ

Pour le Finistère, ce sera comme l'an passé des effectifs pléthoriques couplés à des suppressions de classes pour maintenir un H/E toujours aussi pitoyable.

Bon nombre d'établissements, de collèges et de lycées ont vu des classes supprimées comme au collège de la Tourelle à Quimper qui s'est vu perdre une sixième alors que la resectorisation voulue par l'inspection académique devait permettre de stopper la perte d'effectif. C'est encore le lycée Thépot qui perd une seconde alors que dans le même temps on l'autorise à ouvrir une section euro qui aurait du créer "un appel d'air". Les seuils de dédoublement sont maintenus à des niveaux élevés comme pour anticiper ce qui deviendra inéluctable : des classes encore plus chargées. C'est le cas avec les réformes du lycée prévu pour l'an prochain. Les groupes classes disparaissent avec les série connues jusqu'alors, au profit de blocs communs d'enseignement général et de parcours diversifiés par des choix de "majeurs" en 1ère et en terminale. Le dispositif ainsi prévu formate tous les futurs bacheliers sur un tronc commun au risque de laisser sur le bord de la route tous les élèves fragiles qui se construisent à travers des enseignements adaptés dans des filières technologiques ou avec une identité bien marquée dans des classes à effectifs plus réduits que 34 ou 35 qui seront la norme pour les langues vivantes ou les lettres. Dommage pour les timides, ce n'est pas demain qu'on entendra le son de leurs voix. L'annonce de supprimer 2600 postes de profs l'an

prochain dans le secondaire au national, se traduira par au moins 130 emplois supprimés.

Et que dire de Parcoursup censé améliorer les poursuites d'études dans l'enseignement supérieur? On constate que bon nombre d'élèves issus de formations non généralistes comme les bac pro et bac de techniciens industriels, tertiaire ou laboratoire, n'ont pas vu leurs vœux satisfaits et ont dû accepter un pis-aller ou pour certains de n'avoir aucune proposition, car situés trop loin sur des listes d'attentes qui n'ont guère progressé de toutes les vacances. Combien ont abandonné en cours de route et ont disparu des radars ? Plusieurs milliers sur le plan national, on attend les chiffres pour l'académie, mais tout est fait pour que ces élèves se rabattent sur l'apprentissage ou sur des formations privées et donc payantes, très lucratives pour certains organismes de formation qui ont flairés l'aubaine.... Ce sont les élèves issus des milieux les plus défavorisés qui, par ce système, doivent restreindre leurs ambitions de formation post bac voire s'endetter. Quelle régression sociale à terme!

**Yves PASQUET, pour le SNES Finistère.**

**La FSU appelle à une journée intersyndicale de mobilisation et de grève des services publics le 12 novembre**

## Expression plurielle, le mot des tendances

**Se servir de la grève du 9 octobre pour enclencher une dynamique vertueuse !**

**Un saut qualitatif dans la gravité des attaques... L'enseignement en Bretagne à la pointe ?**

Deux articles du Monde Diplomatique "Des établissements confessionnels aux fonds de pensions ; à qui profite la paix scolaire ?" et "Bénéfices en hausse, résultats en baisse ; privatisation de l'école, le fiasco Suédois" font respectivement état, de la rentabilité des investissements dans l'enseignement privé sous contrat en France, et des dégâts de la privatisation de l'enseignement en Suède tant sur les conditions d'apprentissage des élèves que sur les conditions de travail des enseignant.e.s.

Pour la Bretagne, ces articles ont une résonance particulière alors que la réforme du lycée prévoit de mettre les nombreux établissements privés en réseau avec les établissements publics pour répartir certaines options. L'enseignement en Bretagne risque bien d'être en pointe dans l'expérience de "transformation du Service publique" que le programme Action publique 2022 entend comme privatisation des services publics avec son néo-management dédié à la transformation de la relation fonctionnaire-usagers en relation prestataire-client.

**Toujours pas de rupture dans la stratégie syndicale au niveau national...**

Pour le gouvernement Hollande qui n'a fait que préparer le terrain à de telles transformations, Émancipation avait tenté d'obtenir une caractérisation capitaliste libérale, espérant en conséquence une modification des relations entre la fédération et ce gouvernement qui ne concevait le dialogue social que comme un outil pour faire passer et mettre en œuvre ses réformes.

Malgré la gravité des attaques, une telle caractérisation du gouvernement actuel semble faire l'unanimité. Pourtant, la fédération cherche toujours à être associée aux prises de décisions gouvernementales et à la mise en application des réformes. La logique de moindre mal et du refus de la chaise vide, quelque peu carente sur le bilan de la logique de la "chaise occupée" semble donc toujours prévaloir. Mais peut-on dialoguer sur tout avec n'importe qui ?

**Peut-on contribuer ici à enclencher une dynamique vertueuse ?**

Dans un contexte d'isolement voire de destruction des liens dans le monde du travail, la préservation et le développement de la structure syndicale est vitale. Dès lors, on peut comprendre que certain.e.s interlocuteurs/rices syndicaux/ales des relais du gouvernement dans l'administration jugent plus prudent de ne pas proposer un cadre de mobilisation qui, s'il n'était pas suivi par les personnels, aurait pour conséquence de diminuer encore leur poids de ces relais. Pourtant pendant ce temps, Macron œuvre pour émousser la capacité d'action des syndicats en s'attaquant aux CAP et aux CHSCT.. Pour sortir de ce cercle vicieux en vase clos, nous n'avons pas d'autres choix que d'impulser et de coordonner des prises de positions et des mobilisations d'établissements, en s'appuyant sur les relais syndicaux qui ont compris que pour échapper à la mort lente par le dialogue social, il faut négocier sur la base d'un rapport de force . En faisant massivement grève le 9 octobre dans le 29 (et ailleurs...), nous pouvons à la fois montrer que les syndicats peuvent encore représenter un contre pouvoir et nous organiser pour prendre en main la suite de la mobilisation. Prenons des initiatives : AG, Conseils syndicaux... pour discuter des modalités !

**Serge DA SILVA (SNES-FSU, Emancipation)**

## Le 9 octobre, mobilisé.e.s contre la politique de Macron, pour de nouvelles conquêtes sociales !

La situation sociale de notre pays est très alarmante : poursuite de la casse industrielle, privatisations à tout va pour des intérêts financiers, dégradation considérable de la situation des retraité.e.s, casse du service public, chômage et précarité en hausse, attaques sur le logement social, protection sociale mise à mal, blocage des salaires, etc.

Au même moment tout va bien pour les actionnaires qui ont touché 57 milliards de dividendes en 2017 et 46 milliards pour les seuls premiers mois de 2018.

**Oui, Macron est bien le « Président des riches » et des patrons !**

Selon des sondages : 68 % des Français pensent que Macron mène une mauvaise politique économique.

Face à cette situation l'heure est à la défense des fondements de notre modèle social et à la conquête de nouveaux droits.

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires considèrent que la situation n'est pas inéluctable et que d'autres choix sont possibles. Il faut passer du rejet de cette politique à une mobilisation pour construire une société plus juste.

**Ensemble, nous voulons nous battre :**

**pour** une augmentation des salaires et des pensions,  
**pour** une protection sociale et des retraites dignes de notre siècle,  
**pour** une autre répartition des richesses au service de toutes et tous et pas d'une minorité,  
**pour** des créations d'emplois partout dans le privé et dans le public,  
**pour** une réduction du temps de travail,  
**pour** des conditions de travail respectueuses des femmes et des hommes.

**BREST: Place de la Liberté , 11h**

**MORLAIX: Place de la Mairie, 11h**

**CARHAIX : Place de la Mairie, 10h30 (retraités)**

**QUIMPER: Place de la Résistance,**

**QUIMPERLE : Place Jean Jaurès, 10h30**

# Le sombre avenir de l'enseignement professionnel scolaire

Le 29 mai dernier, le ministre a dévoilé la réforme qu'il compte appliquer à la rentrée 2019, reprenant uniquement les propositions du rapport Calvez/Marcon et pas celles des organisations syndicales.

## Cette réforme met en danger les fondements et l'avenir de l'enseignement professionnel sous statut scolaire.

Elle prévoit :

- De l'apprentissage dans les tous les LP et SEP pour que les élèves passent apprentis à n'importe quel moment. Les expérimentations de ce genre au niveau national ont été des échecs source de problèmes pédagogiques. Sauf au lycée Jean Moulin de Plouhinec... De plus, les temps de formation n'étant pas les mêmes, il se posera la question du temps de service, donc de l'annualisation et du statut.

- Une déprofessionnalisation partielle de l'année de seconde, réorganisée par famille de métiers avec spécialisation progressive. Soit un dégrossissement des élèves avec une perte de minimum 6 mois de temps de formation

- Des nouvelles grilles horaires, alignant le volume de cours sur les filières générales, ce qui représente une baisse des heures hebdomadaires élèves de 3,5 à 4,5 soit 10 à 15% en moins ! Le ministère justifie cette baisse comme étant une revalorisation d'image de la voie professionnelle qui ressemblera à la voie générale (!), compensée par des méthodes « innovantes » : plus d'accompagnement personnalisé, co-intervention des enseignants de matières générales dans les enseignements professionnels, globalisation de certaines matières (Fusion de PSE et Eco-Gestion)

- Un nouveau CAP qui s'effectuera en 1,2 ou 3 ans selon le niveau de l'élève avec une baisse de près de 90h des enseignements généraux sur le cycle.

- Une terminale à la carte avec au choix un module de préparation d'insertion professionnelle ou un module poursuite d'études, soit une institutionnalisation du tri social des élèves.

On voit bien les **objectifs** : fermer des milliers de postes de PLP, et changer la finalité de l'enseignement professionnel scolaire. S'il est loin d'être parfait, il réussit à insérer socialement la grande majorité des élèves qu'il reçoit (pour beaucoup initialement en situation d'échec) et surtout de former des vrais citoyens doués d'esprit critique. Alors que la nouvelle réforme tend à vouloir former des exécutants décérébrés...

Face à cette menace, une intersyndicale composée du SNUEP-FSU, de la CGT, de Sud, du SNALC et de FO (en centrale éducation, son syndicat de LP le SNETAA est favorable à la réforme) s'est réunie pour définir des mobilisations départementales en septembre. Des assemblées générales ont eu lieu à rythme régulier en septembre, et des heures d'information syndicale ont été organisées dans les lycées. Malheureusement le mouvement s'essouffle.. Les collègues, qui exercent tous dans des lycées polyvalents doivent en plus digérer la réforme de la voie technologique et sont anesthésiés. Et une organisation cherche à tirer la couverture de l'intersyndicale à l'approche des élections, alors que les collègues sont demandeurs d'unité face à un tel danger pour la profession.

La FSU29 appelle donc à poursuivre les mobilisations car il est vital que cette réforme soit au mieux reportée avec de vraies négociations, et aussi parce que le ministre est de lui-même entré en rapport de force avec les PLP.

Vincent LAVALLE, représentant SNUEP

## CAP 2022, réorganisation territoriale des services : plan social chez les administratifs !

Nous, personnels administratifs, continuons de faire les frais des politiques d'austérité, qui visent à détruire le service public et développer les inégalités.

Pour rappel : le tribut déjà payé

- Au niveau national, la filière administrative a subi environ **8000 suppressions de postes depuis 2004** (dont 200 en 2018). M. Blanquer a annoncé **400 nouvelles suppressions, soit l'équivalent d'un rectorat pour l'année 2019**.

- L'académie de Rennes comptait 88 agences comptables en 2006, contre 43 aujourd'hui.

Réorganisation territoriale des services déconcentrés : objectif économies d'échelle

Le rapport de mars 2018 nous concerne, même si l'académie de Rennes n'est pas visée par une fusion :

développement de pôles de compétences par ville

### 1 dasen pour 2 départements

renforcement des pouvoirs des recteurs sur le plan de la GRH  
émergence d'une « nouvelle culture » de l'encadrement administratif avec des cadres hyper mobiles entre les territoires et entre les administrations centrales et déconcentrées

Nos charges de travail s'alourdissent face aux attentes, légitimes, d'un public de plus en plus fragilisé. Le service nos conditions de travail se dégradent de manière inacceptable.

Mobilisons nous le 09 octobre, journée de grève et de manifestations !

Les représentants snasub au cdfd 29